

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DU SITE DE LA VILLE



FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

EN PLEINE CRISE SANITAIRE, DE QUELLE LOI DE FINANCE AVONS-NOUS BESOIN ?

→ **Anne-Laure Perez** Les objectifs de l'État en cette période devraient permettre aux Français de pouvoir garder leur travail, aux collectivités de développer de l'investissement, aux TPE de continuer à produire et de permettre à tous de continuer à vivre dignement malgré la crise sanitaire. Pourtant, le projet de loi de finances 2021 propose un plan « France Relance » dont les principaux enjeux sont la baisse d'impôts aux entreprises et l'augmentation de la contribution au budget européen. Ce qui produira l'inverse total de l'attente de nos concitoyens.

Depuis 2017, les impôts des riches baissent continuellement. C'est maintenant au tour des grosses entreprises qui profiteront de 10 milliards de baisse, alors que cela n'a jamais contribué à de l'embauche massive. Ajouté à cela le statu quo sur la dotation aux collectivités, qui ont pourtant démontré leur utilité depuis le début de la crise sanitaire, c'est encore une fois mettre en difficulté l'investissement des villes sur leur territoire. Les élus du groupe Front de gauche alertent ! Ce projet s'apparente à un plan d'austérité qui ignore le désastre social déjà présent et abandonne à leurs sorts des milliers de précaires. Un véritable plan de relance aurait débuté par un soutien aux Français qui ont souffert de la crise, parce que c'est juste socialement et utile économiquement et une aide efficace et ciblée aux petites entreprises de nos territoires et à celles qui sont écologiquement vertueuses.



GRUPE SOCIALISTE, RÉPUBLICAIN, CITOYEN

MALGRÉ LE COVID, GENNEVILLIERS RESTE OUVERTE SUR LE MONDE !

→ **Céline Lanoiselée** L'actualité est brûlante : les conflits internationaux se succèdent pendant que nos hôpitaux s'engorgent. Depuis les Ouïghours assassinés par la Chine en passant par l'Arménie de nouveau déchirée, aucune région dans le Monde ne semble épargnée. La ville n'oublie pas celles et ceux envers lesquels elle s'est engagée depuis des années : c'est à ce titre qu'une subvention a été votée pour venir en aide à 238 familles palestiniennes en difficultés touchées par le Covid-19 de

notre ville jumelée d'Al-Bireh, en territoire palestinien. La ville a également signé une convention avec le village palestinien d'Al-Jitflik pour soutenir les populations rurales face à l'annexion programmée par Israël des territoires en zone C de la vallée du Jourdain. Le Liban n'a pas été oublié et une subvention va être versée pour venir en aide aux populations victimes de l'explosion du port de Beyrouth et participer à l'effort de reconstruction. Malgré le contexte de la crise sanitaire, il est important de rester ouvert sur le Monde, sur les autres et de continuer à porter des projets en direction de la jeunesse en lien avec nos villes jumelées de l'Union européenne : Ostrowiek (Pologne), Bergkamen (Allemagne) et la Bañeza (Espagne). groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr ; 01 40 85 63 56



GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/EUROPE-ÉCOLOGIE-LES VERTS

CE QUE RÉVÈLE LA CRISE ÉCONOMIQUE

→ **Lucile Abadie** Alors que la 2^e vague de l'épidémie de Covid-19 s'installe, les mesures gouvernementales interrogent. Comme le résume Eric Labbé, figure de la nuit parisienne, dans un texte devenu viral : « Le gouvernement a fait le choix de lutter contre la COVID-19 en triant les activités en fonction d'un critère d'utilité supposée [économique et d'emploi, sauf pour les barmans, maids] plutôt que sur la réalité des critères objectifs de transmission [du virus]. » Or la crise économique est en passe de devenir structurelle avec un taux de chômage annoncé à 9,7% en fin d'année, des entreprises en grandes difficultés, en particulier dans le secteur des services. Le gouvernement veut renforcer l'offre productive pour relancer la demande, mais cela ne

semble répondre ni à la situation actuelle, ni aux besoins des ménages. D'une part, cela questionne nos priorités et le déséquilibre de notre économie centrée sur les services. Par exemple, aucune éolienne n'est produite, aujourd'hui, en France ; alors qu'il semble pertinent d'encourager les énergies renouvelables et la relocalisation des activités industrielles, pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. D'autre part, ces choix reflètent un projet de société largement centré sur le travail et la production, mettant en sourdine les relations amicales, les loisirs, les moments festifs. Ce n'est pas le projet de société que nous défendons. L'épidémie de Covid est l'occasion de repenser les priorités de notre société aux différentes échelles, de parler de décroissance, de production locale et non polluante, de mettre l'économie au service de l'humain et de l'humanité, et non l'inverse. Pour cela, il est plus que jamais nécessaire de renforcer le pouvoir parlementaire et non celui des préfets, de prendre le temps de réfléchir, de débattre et de légiférer.



UNION DES GENNEVILLOIS • ES

LA PROPRETÉ EST L'AFFAIRE DE TOUS

→ **Christian Deschênes** Gennevilliers est une ville très bien entretenue avec des services de voiries très performants et présents de 5h à 20h et non avares sur leurs interventions. Mais (sitôt nettoyé, sitôt sali) après moult campagnes et informations contre les incivilités, les résultats restent temporaires, et c'est décourageant. C'est à croire que certains se défoulent en jetant leurs déchets sur la voie publique.

Que faire ? Nelson Mandela a dit que la meilleure arme est l'éducation. Ne dit-on pas que c'est aux parents et aînés de cadrer les plus jeunes ? Donc éduquons-les ! Une parole d'enfant sonne et percute plus que celle d'un adulte qui peut être prise comme une agression. Nous leur laissons en triste héritage une planète que nous avons et continuons à dégrader et qu'ils auront à gérer à leur maturité. Alors donnons la parole aux enfants et laissons-les éduquer leurs aînés ! Je propose enfin de demander aux bailleurs de compléter leur règlement intérieur pour rappeler aux locataires indécents qu'ils doivent respecter les parties communes et les espaces extérieurs résidentialisés.



ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

L'INSALUBRITÉ DOIT CESSER !

→ **Céline Provost** L'automne est là et l'hiver approche. Ces deux saisons lèvent souvent le voile sur des situations de précarités criantes qui doivent être prises à bras le corps surtout en cette période de pandémie où la santé est au cœur de nos préoccupations. Les demandes des Gennevillois doivent être entendues notamment concernant les problématiques de logement et d'insalubrité. Il n'est pas concevable que des

concitoyens ne puissent vivre décemment dans leurs propres logements. La Municipalité a fait de la lutte contre l'insalubrité un de ses fers de lance mais elle doit aller encore plus loin dans ce combat en apportant de vraies solutions. Rongeurs, puces de lit, ordures pullulent dans certains quartiers puis sans réelles mesures pour enrayer cela et de fait, nos concitoyens délaissés ne pourront être tenus responsables de l'insalubrité croissante de leur lieu de vie. Vivre dans un environnement sain et plaisant ne peut que pousser tout un chacun à faire en sorte que ce cadre de vie soit préservé. Nous sommes tous responsables de nos actes mais la Municipalité se doit de nous garantir un cadre de vie salubre et donc de répondre au cri de détresse de nombreuses familles.



LES RÉPUBLICAINS

SÉCURITÉ

→ **Jacqueline Marichez-Cléro** Ensauvagement de notre pays ! Certains médias et politiques poussent des cris d'orfraie, ce mot d'ensauvagement n'étant pas politiquement correct. Et pourtant, le gouvernement a tout fait pour cela : ainsi M^{me} Belloubet a brutalement libéré 13 000 délinquants en juin. Cette décision inconcevable a entraîné pendant la période estivale une insupportable explosion d'insécurité, de violences, d'agressions, d'attaques au couteau, de viols. Le gouvernement s'est beaucoup préoccupé de faire contrôler le port de masques par la police,

voire même par les CRS. Il aurait mieux fait d'utiliser les services de police pour lutter contre les rodéos, les feux de poubelles et de véhicules et autres voies de fait qui pourrissent la vie de nos compatriotes. Les agressions récurrentes d'élus locaux sont scandaleuses et ne font l'objet de la part de notre gouvernement que de condamnation verbale. La situation des Français sur le plan de la sécurité est devenue tragique. Ainsi, le 25 septembre à Paris, un Pakistanais de 18 ans (ou 25 ou 30 ans...) a pu massacrer deux personnes à la machette en plein jour. Cet individu n'aurait jamais dû être accepté et recueilli en France (aux frais des contribuables). Chaque citoyen ne peut que se sentir menacé dans la France Orange Mécanique de M. Macron, lequel n'y voit que des « incivilités ». Il doit être réaffirmé que « La sécurité est un droit ». jacqueline.clero@wanadoo.fr



LES GENNEVILLOIS

DES PROBLÈMES CONCRETS, DES RÉPONSES À L'IMPARFAIT

→ **Brice Nkonda** Les élus de la majorité avaient effectué des visites de quartier à la fin du mois de juin et début juillet : nous, élus de l'opposition, avons fait de même en septembre afin de vérifier si les habitants avaient été écoutés. Dans chaque quartier, les personnes rencontrées nous ont fait part de leurs difficultés, difficultés que la Municipalité connaît bien. Les problèmes de stationnement gâchent le quotidien des habitants. Au Luth, le chantier du pôle culturel près de la crèche retire encore du stationnement, enclave le quartier et laisse les conducteurs sans solution pour se garer. Au Village, il est désormais question, après avoir fait passer le tramway rue Timbaud, de privatiser le parking entre Jean-Moulin et Graindorge. Dans les deux cas, les places manquent et les riverains se font (vidéo)verbaliser.

Au croisement des rues Cachin et Couture-d'Auxerre, les problèmes de sécurité pourrissent la vie des gens. Faute d'une politique plus ambitieuse sur la prévention et l'insertion de nos jeunes, et faute d'assurer la sécurité des familles, des Gennevillois sont livrés à eux-mêmes, quasiment abandonnés par la Municipalité. Sur le parvis du collège Édouard-Vaillant, les conflits entre jeunes sont récurrents, les médiateurs n'étant pas là en nombre suffisant. Il y a également l'éternelle antienne du mal-logement : entre les appartements neufs truffés de malfaçons à l'écoquartier (notamment sur les rues Bergkamen et Ostrowiec) et ceux qui sont truffés de punaises (au Victor-Hugo des Agnettes par exemple), Gennevilliers Habitat fait du traitement peu qualitatif, au cas par cas, quand une approche à la fois professionnelle et globale s'impose pour être efficace et répondre à la détresse des locataires. Ce ne sont là que quelques témoignages, mais ils montrent à quel point il est temps d'aider vraiment les habitants. Lors du dernier Conseil municipal, nous avons soulevé ces sujets à l'attention de la majorité qui, à ce stade, ne nous a fourni que des réponses généralistes. Si nous en restons là, c'est un manque de respect pour les Gennevillois qui nous ont interpellés.